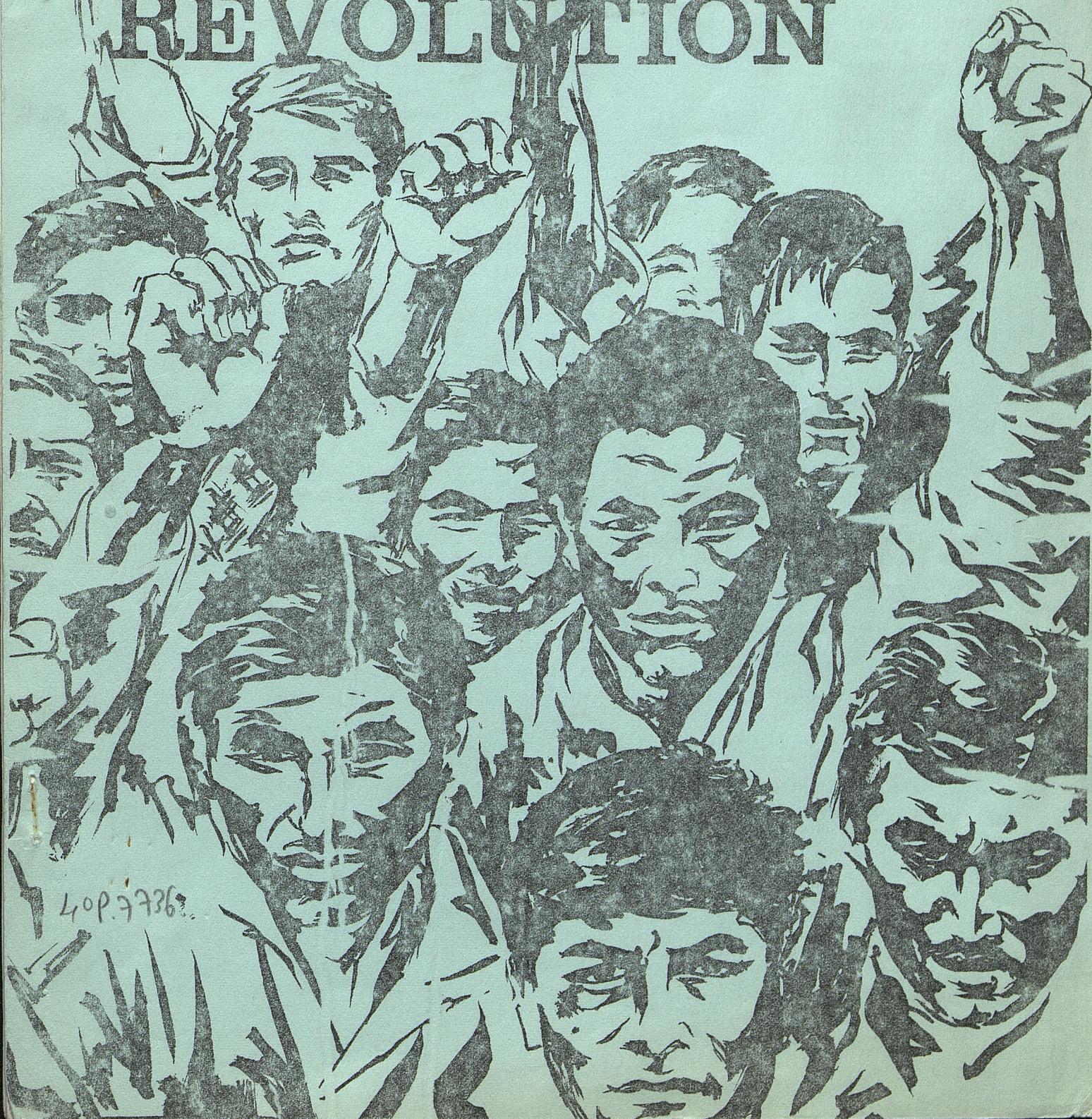




2.

PEROU REVOLUTION

Nº 2
Mars 1969



40P.77362

PEROU REVOLUTION

Bulletin d'Information de VANGUARDIA REVOLUCIONARIA

Continuant sa série de publications, VANGUARDIA REVOLUCIONARIA présente le N° 2 de son bulletin international, "Pérou Révolution".

Cette fois nous présentons en premier lieu le texte d'une conférence donnée par José Carlos MARIATEGUI en 1923 dans l'Université Populaire "Gonzales Prada". Mariategui fut le fondateur du Parti Socialiste Péruvien, qui est devenu plus tard le Parti Communiste changeant aussi bien de nom que de ligne politique. La conférence que nous publions aujourd'hui, intitulée "La Crise Mondiale et le Prolétariat Péruvien", fut la première d'une série adressée par Mariategui à l'intention des dirigeants syndicaux ouvriers et intellectuels peu de temps après son retour au Pérou.

Le deuxième article - "Combattons la politique anti-ouvrière du gouvernement !" - parut dans "Le Prolétaire", bulletin ouvrier de VANGUARDIA REVOLUCIONARIA. Ce communiqué dénonce le caractère faux du prétendu "progressisme" de la Junte militaire, qui au fait ne fait que camoufler derrière des rideaux de fumée "nationalistes" l'agression du capital contre la classe ouvrière.

Il se suit une déclaration du Comité Universitaire de VANGUARDIA REVOLUCIONARIA publié dans son organe d'expression, "Le Militant". Cet article, intitulé "Affrontons les tâches avec organisation et combativité révolutionnaires" est un bon exemple de la ligne de l'Organisation quant au mouvement étudiant en lutte contre la bourgeoisie unie.

Comme annexe, nous ajoutons quelques nouvelles d'intérêt. En premier lieu, un câble de Lima informant sur le récent massacre de mineurs près de la ville de Mala, où vingt personnes ont été tuées par les forces de police. Enfin, vous trouverez une sélection d'articles de la nouvelle Loi Universitaire. Cette loi supprime en fait l'autonomie universitaire, limite jusqu'à l'impuissance la participation étudiante à la gestion universitaire (qui contrôlait antérieurement un tiers de tous les votes administratifs) et ouvre les portes de l'université à l'arbitraire de la répression policière.

Nous espérons que ce bulletin, édité simultanément en plusieurs langues, puisse être utile à ses lecteurs à l'étranger.

Lima, le 20 mars 1969

VANGUARDIA REVOLUCIONARIA

40P. 9736

LA CRISE MONDIALE ET LE PROLETARIAT PERUVIEN

Dans cette conférence (appelons-la plutôt "conversation") je vais seulement exposer le programme du cours et faire quelques considérations sur la nécessité de faire connaître la crise mondiale au prolétariat.

Il manque malheureusement au Pérou une presse qui suive avec attention, intelligence et justesse idéologique le développement de cette grande crise. Il y manque, aussi, des professeurs d'université, du type de José Ingenieros, capables de se passionner pour les idées nouvelles qui transforment actuellement le monde et capables de se libérer de l'influence et des préjugés d'une culture et d'une éducation conservatrice et bourgeoise. Enfin, il manque des groupes socialistes et syndicalistes, détenant leurs propres instruments de culture populaire, capables d'intéresser le peuple à l'étude de la crise. L'unique cours d'université populaire c'est celui-là même qui commence. Ce cours doit donc dépasser son modeste plan initial et présenter au peuple la réalité contemporaine, lui expliquer qu'il vit un des moments les plus importants de l'histoire, lui donner le virus de l'inquiétude féconde qui agite actuellement les autres peuples civilisés du monde.

Dans cette grande crise contemporaine le prolétariat n'est pas un spectateur mais un acteur. C'est ici que, mondialement, va se jouer son sort. C'est d'elle que va surgir probablement la civilisation prolétarienne, la civilisation socialiste qui va succéder à la civilisation capitaliste, individualiste et bourgeoise, décadente et moribonde. Le prolétariat a aujourd'hui plus que jamais besoin de savoir ce qui se passe dans le monde. Il ne peut pas le savoir à travers les informations fragmentaires dans la plupart des cas et venant des agences réactionnaires chargées de discréditer les partis, les organisations et les révolutionnaires, et de désorienter et d'affaiblir le prolétariat mondial.

Le destin de tous les travailleurs du monde se joue dans la crise européenne. Le développement de la crise doit, donc, intéresser autant les travailleurs péruviens que ceux d'Extrême Orient. La crise a comme théâtre principal l'Europe, mais la crise des institutions européennes est celle des institutions de la civilisation occidentale. Et, le Pérou comme les autres pays d'Amérique, tourne dans l'orbite de cette civilisation. Et cela, non seulement, parce qu'il s'agit de pays certes politiquement indépendants mais économiquement coloniaux, assujettis aux capitalismes anglais, américain ou français mais, surtout, parce que notre culture et nos institutions sont de type européen. Ce sont précisément ces institutions démocratiques et cette culture que nous copions de l'Europe, qui sont aujourd'hui dans une phase de crise définitive et totale. La Civilisation Capitaliste a internationalisé la vie de l'humanité et a créé entre tous les peuples des liens matériels qui établissent entre eux une solidarité inévitable. L'Internationalisme n'est pas seulement un idéal, c'est une réalité historique. Sous l'effet du progrès, les intérêts, les idées, les coutumes, les régimes des peuples s'unifient et se confondent. Le Pérou, comme les autres pays américains

n'est donc pas en dehors de cette crise, il y en est en plein dedans ! La crise mondiale s'y est répercutée et continuera à le faire. Une période réactionnaire en Europe, sera aussi une période réactionnaire en Amérique. Une période révolutionnaire en Europe, sera aussi une période révolutionnaire en Amérique.

Il y a plus d'un siècle, alors que la vie de l'humanité n'était pas si solidaire qu'aujourd'hui, les moyens de communication pas si nombreux, que les nations n'avaient pas un contact immédiat et constant, qu'il n'y avait pas de presse et que nous étions des spectateurs lointains des événements européens, la Révolution Française fût à l'origine de la guerre d'indépendance et de la naissance de toutes ces républiques. Ce rappel suffit pour se rendre compte combien toute transformation sociale en Europe se réfléchira rapidement dans toutes les sociétés américaines. Ceux qui pensent que le Pérou et l'Amérique en général vivent éloignés de la révolution européenne, n'ont aucune notion de la réalité contemporaine et n'ont même pas une compréhension approximative de l'histoire. Ces gens-là sont surpris que les idées les plus avancées de l'Europe arrivent au Pérou, mais par contre ne s'étonnent pas de voir y arriver l'avion, le transatlantique, le télégraphe, la radio, toutes les manifestations les plus avancées du progrès matériel de l'Europe. Si on ignore le mouvement socialiste, on devrait ignorer tout autant et pour la même raison la théorie de la relativité d'Einstein. Et je suis sûr qu'il ne viendrait pas à l'idée du plus réactionnaire de nos intellectuels (ils sont presque tous radicalement réactionnaires) qu'il faudrait interdire l'étude et la vulgarisation de la nouvelle physique dont Einstein est le plus éminent représentant.

Et si le prolétariat a besoin de connaître les grands aspects de la crise mondiale, cette nécessité est encore plus impérieuse pour cette partie du prolétariat socialiste, travailliste, syndicaliste ou libertaire qui constitue son avant-garde. C'est cette partie du prolétariat qui est la plus combative, la plus consciente, la plus résolue et la plus préparée. C'est elle qui est chargée de la direction des grandes luttes prolétariennes, qui a le rôle historique de représenter le prolétariat péruvien et qui, quel que soit son crédo particulier, a une conscience de classe et une conscience révolutionnaire. Je dédie, tout spécialement mes propos à cette avant-garde du prolétariat péruvien. Personne plus que l'avant-garde prolétarienne n'a besoin d'étudier la crise mondiale. Je n'ai pas l'intention de venir à cette tribune libre d'une université libre pour leur enseigner l'histoire de cette crise mondiale, mais pour l'étudier avec eux. Je ne viens pas ici pour vous enseigner, Camarades, du haut de cette tribune, l'histoire de la crise mondiale. Je l'étudie avec vous. Je n'ai dans cette étude que le très modeste mérite d'y apporter les observations personnelles de trois années et demie de vie en Europe, c'est-à-dire de trois années et demie importantes de la crise et les échos de la pensée contemporaine en Europe.

J'invite très spécialement l'avant-garde du prolétariat à étudier avec moi le processus de la crise pour plusieurs raisons. Je vais les énumérer sommairement.

La première raison est que la préparation révolutionnaire, la culture révolutionnaire, l'orientation révolutionnaire de cette avant-garde se sont formés à partir de la littérature socialiste, syndicaliste et

./.

anarchiste d'avant la guerre ou au moins antérieure à la période culminante de la crise. Ce sont des livres socialistes, syndicalistes ou libertaires de vieille date qui circulent parmi vous. Ici on connaît un peu la littérature classique du socialisme et du syndicalisme, on ne connaît rien d'autre. La culture révolutionnaire est ici une culture classique et en plus, vous le savez très bien, camarades, une culture naissante, incomplète, très peu structurée et très désordonnée. Bien, toute cette littérature socialiste et syndicaliste d'avant-guerre est maintenant en révision. Et cette révision n'est pas une révision imposée par le caprice des théoriciens, mais par la force des faits. Par conséquent, cette littérature ne peut plus être utilisée aujourd'hui sans être réinventée. Il ne s'agit pas, naturellement, que ses principes ses bases, ce qu'elle a d'idéal et d'éternel ne continuerait pas à être exact; mais, ce qui souvent n'est plus exact, ce sont ses points de vue tactiques, ses considérations historiques et tout ce qui est octrois, instruments et moyens de lutte. Le but des travailleurs demeure le même, mais ce qui a changé nécessairement, à cause des derniers événements historiques, ce sont les chemins choisis pour atteindre ou du moins s'approcher de ce but idéal. C'est pour tout cela que l'étude de ces événements historiques et de sa signification est indispensable aux travailleurs militants des organisations de la classe ouvrière.

Vous savez, camarades, que les forces prolétariennes en Europe sont divisées en deux groupes: les réformistes et les révolutionnaires. Il y en a une Internationale réformiste, collaboratrice, évolutionniste et une autre Internationale ouvrière maximaliste, anticollaboratrice et révolutionnaire. Et même une internationale intermédiaire a essayé d'apparaître entre les deux.

Dans l'un et l'autre groupe il y a des nuances; mais sans confusion il y a seulement deux groupes. Celui de ceux qui veulent réaliser le socialisme en collaborant politiquement avec la bourgeoisie, et celui de ceux qui veulent le réaliser en conquérant le pouvoir politique pour le prolétariat seul. Et bien, l'existence de ces deux groupes est fondée sur l'existence de deux conceptions différentes, opposées et antagonistes du moment historique actuel. Une partie du prolétariat croît que le moment n'est pas révolutionnaire et que la bourgeoisie n'a pas encore achevée sa fonction historique et que, au contraire, elle est assez forte pour conserver le pouvoir politique. Pour eux, en somme, l'heure de la révolution sociale n'a pas sonné. D'autre partie du prolétariat croît que le moment historique actuel est révolutionnaire et que la bourgeoisie est incapable de reconstruire la richesse sociale détruite par la guerre et tout autant incapable d'apporter des solutions aux problèmes posés par la paix. Pour eux, la guerre a provoqué une crise dont la solution n'est qu'une solution prolétarienne, une solution socialiste et qu'avec la révolution russe, c'est la révolution sociale qui a commencé.

Il y a, donc, deux armées prolétariennes, parce qu'il y a dans le prolétariat deux conceptions opposées du moment historique, deux interprétations distinctes de la crise mondiale. La force numérique de l'une et de l'autre armée dépend de la confirmation par les faits des conceptions respectives. C'est pour cela, que les penseurs, les théoriciens de l'une et de l'autre armée s'efforcent par dessus tout d'approfondir le sens de la crise, d'en comprendre le caractère et d'en découvrir la signification. Avant la guerre deux tendances étaient prédominantes dans

le prolétariat: la tendance socialiste et la tendance syndicaliste. La tendance socialiste était surtout réformiste, social-démocrate et collaboratrice. Les socialistes pensaient que l'heure de la révolution sociale était lointaine. Ils luttèrent pour la conquête graduelle par l'action légale et acceptaient de participer au gouvernement grâce au parlementarisme. Cette action politique a énormément affaibli dans plusieurs pays la volonté et l'esprit révolutionnaire des socialistes. Le socialisme s'embourgeoisa considérablement. En réaction à cet embourgeoisement nous avons la tendance syndicaliste. Le syndicalisme opposait à l'action politique des partis socialistes l'action directe des syndicats. C'est dans le syndicalisme que se réfugièrent les esprits les plus révolutionnaires et les plus intransigeants du prolétariat. Mais au fond le syndicalisme était aussi un peu réformiste et un peu collaborateur. Comme le socialisme, le syndicalisme était lui aussi dominé par une bureaucratie sans vraie volonté révolutionnaire. Et syndicalisme et socialisme se montraient plus ou moins solidaires dans plusieurs pays comme l'Italie, par exemple, où le parti socialiste ne participait pas au gouvernement et restait fidèle à d'autres principes formels d'indépendance. Ainsi, plus ou moins en lutte ou plus ou moins proches, selon les pays, on avait deux tendances: syndicaliste et socialiste. La mentalité de nos dirigeants prolétariens a été presque entièrement nourrie par une littérature révolutionnaire qui était celle de cette période.

Mais la situation a changé après la guerre. Le camp prolétarien n'est plus divisé, comme nous l'avons déjà dit, en socialistes et en syndicalistes, mais en réformistes et révolutionnaires. Il y a d'abord eu une scission dans le camp socialiste. Une partie des socialistes s'est confirmée dans son orientation social-démocrate et collaboratrice. L'autre partie a pris une orientation anti-collaboratrice et révolutionnaire. Et c'est cette partie qui, pour se différencier nettement de l'autre, a adopté le nom de communisme. La même division s'est produite dans le camp syndicaliste. Une partie des syndicats appuie les sociaux-démocrates et l'autre les communistes. L'aspect de la lutte sociale en Europe a ainsi changé radicalement. Nous avons vu beaucoup de syndicalistes intransigeants d'avant-guerre s'orienter vers le réformisme. Nous en avons vu d'autres, par contre, suivre le communisme. Et parmi eux un des plus grands théoriciens du syndicalisme (comme il n'y a pas longtemps le rappelait le camarade Fonkén), le français Georges Sorel, dont la mort a été un deuil amer pour les prolétaires et les intellectuels français, qui adhéra totalement à la révolution et aux révolutionnaires russes.

Ici, comme en Europe, les prolétaires doivent donc se diviser, non en socialistes et syndicalistes, qui est une division dépassée, mais en collaborateurs et en non collaborateurs, en réformistes et en révolutionnaires. Mais, pour que cette clarification se fasse avec netteté et cohérence, il faut que le prolétariat comprenne dans ses grandes lignes la crise contemporaine. Sinon, la confusion sera inévitable.

Je suis de ceux qui pensent que l'humanité vit une période révolutionnaire. Je suis certain de la décadence prochaine des thèses social-démocrates, de toutes les thèses réformistes, de toutes les thèses évolutionnistes. Avant la guerre, ces thèses étaient explicables, parce qu'elles correspondaient à des conditions historiques différentes. Le capitalisme était à son apogée. La production était surabondante. Le capitalisme pouvait se payer le luxe de faire des concessions économiques successives au prolétariat. Et ses marges étaient telles que fut possi-

ble la formation d'une petite bourgeoisie nombreuse avec un niveau de vie commode et confortable. L'ouvrier européen gagnait suffisamment pour manger à discrétion et dans quelques pays comme l'Angleterre et l'Allemagne, il pouvait satisfaire quelques besoins de l'esprit. Il n'y avait pas de conditions requises pour la révolution.

Tout a changé après la guerre. La majorité de la richesse sociale de l'Europe a été détruite. Le capitalisme, responsable de la guerre, doit reconstruire cette richesse sur le dos du prolétariat. C'est pour cela qu'il veut que les socialistes participent aux gouvernements, non pour qu'on progresse sur la voie des réalisations socialistes, mais pour fortifier les institutions démocratiques. Avant, les socialistes collaboraient pour améliorer lentement les conditions de vie des travailleurs. Maintenant, ils collaborent pour renoncer à toute conquête prolétarienne. Pour reconstruire l'Europe, la bourgeoisie a besoin que le prolétariat produise plus et consomme moins. Le prolétariat résiste et se dit qu'il ne vaut pas la peine de consolider au pouvoir une classe coupable de la guerre et destinée fatalement à conduire l'humanité dans une autre guerre encore plus cruelle. Les conditions d'une collaboration avec la bourgeoisie sont telles, qu'une telle collaboration doit nécessairement perdre peu à peu tout soutien et tout crédit dans les masses.

Le capitalisme ne peut faire aucune concession au socialisme. Les états européens, pour se reconstruire, ont besoin d'un régime fiscal rigoureux, d'une augmentation du temps de travail, d'une diminution des salaires, en un mot de rétablir des méthodes économiques qui furent abolies par la volonté prolétarienne.

Le prolétariat ne peut pas, logiquement, accepter ce recul. Il ne peut pas et il ne veut pas l'accepter. Toute possibilité de reconstruction de l'économie capitaliste se trouve, donc, éliminée. C'est cela la tragédie de l'Europe aujourd'hui. Dans les pays européens la réaction efface les concessions économiques qu'elle avait faites au socialisme. Et tandis que, d'une part cette politique réactionnaire n'est ni assez énergique ni assez efficace pour rétablir la richesse publique, d'autre part se prépare lentement le front uni du prolétariat. Ayant peur de la révolution, la réaction non seulement efface les conquêtes économiques des masses, mais aussi ses conquêtes politiques. Ainsi, nous assistons en Italie à une dictature fasciste. Mais aussi, la bourgeoisie mine et blesse à mort ses institutions démocratiques. Et perd toute sa force morale et son prestige idéologique.

D'un autre côté, sur le plan des relations internationales, la réaction met la politique extérieure entre les mains des minorités nationalistes et anti-démocrates. C'est ainsi que la politique extérieure prend un caractère chauvin. Tout rétablissement d'une atmosphère de solidarité européenne poussant les états à l'entente et à un programme de coopération et de travail est interdit par les orientations impérialistes et la lutte pour l'hégémonie européenne. L'oeuvre de ce nationalisme et de cette réaction nous la voyons, par exemple, dans l'occupation de la Ruhr.

La crise mondiale est, donc, une crise économique et politique, mais elle est en plus et surtout une crise idéologique. Les philosophies affirmatives et positivistes de la société bourgeoise sont depuis longtemps ruinées par un courant de scepticisme et de relativisme. Le

rationalisme, l'historicisme, le positivisme déclinent irrémédiablement. Ceci est, sans aucun doute, l'aspect le plus profond, le symptôme le plus grave de la crise. Ceci est l'indice le plus définitif et le plus profond d'une crise qui ne met pas seulement en cause l'économie de la société bourgeoise mais toute la civilisation capitaliste, toute la civilisation occidentale, toute la civilisation européenne.

Bien, les idéologues de la Révolution Sociale, Marx et Bakounine, Engels et Kropotkine, ont vécu à l'époque de l'apogée de la civilisation capitaliste et de la philosophie historiciste et positiviste. Ils ne pouvaient, donc, prévoir que l'avènement du prolétariat se ferait en vertu de la décadence de la civilisation occidentale. Le prolétariat est alors appelé à créer un type nouveau de civilisation et de culture. La ruine économique de la bourgeoisie est en même temps la ruine de la civilisation bourgeoise. Le socialisme se trouve dans la nécessité de gouverner non dans une période de plénitude, de richesse et d'abondance, mais dans une période de pauvreté, de misère et de rareté. Les socialistes réformistes, accoutumés à l'idée que le régime socialiste est surtout un régime de distribution plus qu'un régime de production, croient voir en cela le symptôme révélant que la mission historique de la bourgeoisie n'est pas achevée et que le moment n'est pas encore mûr pour réaliser le socialisme. Dans un reportage de "La Cronica" on pouvait lire que la tragédie européenne était celle d'un capitalisme qui n'en peut plus et d'un socialisme qui ne peut pas encore. Cette phrase est celle d'un réformiste; elle révèle une mentalité évolutionniste, imprégnée d'une conception du passage de la société individualiste à la société collectiviste lent, graduel et béatifique, sans convulsions et sans secousses. Or, l'histoire nous enseigne que tout nouvel état social s'est formé sur les ruines de l'état social précédent. Elle nous enseigne qu'entre le surgissement de l'un et l'effondrement de l'autre il y a toujours une période intermédiaire de crise.

Nous assistons à la désagrégation, l'agonie d'une société caduque, sénile et décrépite, et en même temps nous assistons à la gestation, la formation, l'élaboration lente et inquiète de la société nouvelle. Tous les hommes qu'une sincère filiation idéologique lie à la société nouvelle et sépare de la vieille société, doivent avoir les yeux profondément fixés sur cette période importante, agitée et intense de l'histoire humaine.

José Carlos MARIATEGUI

(Conférence prononcée le 15 juin 1923, dans le local de la Fédération des Etudiants, et publiée dans la revue "Amauta", N° 30, Lima, avril-mai 1930, après la mort de Mariategui)

COMBATTONS LA POLITIQUE ANTI-OUVRIERE DU GOUVERNEMENT !

L'actuel Gouvernement n'est ni anti-impérialiste ni populaire. Jusqu'à présent il s'est révélé timidement nationaliste, franchement anti-populaire et brutalement anti-ouvrier. La I.P.C. (International Petroleum Company) n'a été ni confisquée ni expropriée, pas plus que la Cerro de Pasco (1) et le décret no. 17.330 sur la Banque Nationale ne met pas fin au capital financier impérialiste. L'anti-impérialisme de la Junte semble visiblement s'être amplifié: il n'est en fait que spectaculaire et sensationnaliste; il n'est ni intégral, ni conséquent.

Mais ceci n'est pas tout ni le plus important. Pour la classe ouvrière, ces manifestations pseudo-nationalistes ne sont pas suffisantes, car elles ne changent rien à la situation. C'est pourquoi nous, travailleurs, ne nous laisserons ni leurrer par ce pseudo-nationalisme ronflant et tappe à l'oeil, ni tromper sur la signification exacte des escarmouches diplomatiques entre notre chancellerie et le Département d'Etat yankee. Le prolétariat en général, et le prolétariat conscient en particulier, n'est pas satisfait (et ne le sera jamais) de la "politique ouvrière" de la Junte. En matière de salaires, tout s'est empiré. Entre 1967 et 1968 le coût de la vie a augmenté de 37 % (selon les statistiques officielles), alors que les salaires n'augmentaient que de 10 % environ. Nos budgets familiaux sont en déséquilibre permanent; les salaires ne nous permettent pas de vivre décemment, encore moins de développer amplement nos facultés intellectuelles. Dans le climat de sensationnalisme tappe à l'oeil fabriqué par la presse bourgeoise, on a licencié du personnel de l'administration publique, alors que dans ce secteur les salaires des employés continuent d'être gelés. La Banque a été "nationalisée"(2), mais la situation des travailleurs bancaires est pire qu'il y a un an et, du point de vue syndical, la Junte appuie la clique bureaucratique de Rudolfo Galván Montoya, un pro-impérialiste notoire. Ce n'est pas tout. On ne prend pas de mesures contre le chômage qui devient chaque fois plus grand. Les syndicats du Bâtiment et de la Pêche sont constamment les plus affectés par ce fléau social. Il y a des travailleurs qui gagnent trop peu, mais il y a aussi d'autres qui n'ont même pas la possibilité de gagner un salaire. Les fermetures d'usines et les mises en congé n'en finissent pas. Le Gouvernement a fermé l'usine de chaussures "Durable", exactement comme Belaúnde, le président sortant, avait permis la fermeture de l'usine de chaussures "El Aguila Americana" (L'Aigle Américain) et beaucoup d'autres usines encore. On a licencié les travailleurs du Syndicat "Pilas National", "Texoro", "Leonard", et le Gouvernement ne réagit guère face à ces crimes sociaux quotidiens. Les problèmes des Syndicats Lolas, Luxor, Coca-Cola, et Pátamo de Chosica. Le Gouvernement a autorisé l'entreprise Céramiques del Pacifico (antérieurement Loza Inca) (3) par une Résolution du 25-11-68 à fermer son usine. Les ouvriers de la Junte de Travaux

(1) Grande compagnie américaine exploitant les mines de cuivre péruviennes.

(2) En limitant l'emprise du capital étranger.

(3) Les travailleurs en exigeaient la nationalisation.

Publiques du Callao - le principal port du Pérou - (qui dépendent de l'Etat) se sont vus refuser leurs vêtements de travail, enlever leur allocation mensuelle de S./ 450.00 de coût de vie (FF 45,00) et 12 d'entre eux ont été congédiés; en outre, ils ont été obligés de travailler le 1er Novembre (jour férié au Pérou) comme simple jour de travail. Dans le textile, la Convention de diminution et de gel des salaires est toujours valable. Sur ce même syndicat pèse la menace de fermeture pour les ouvriers de Inca Cotton.

Enfin, toute démagogie nationaliste mise à part, l'actuel Gouvernement prend une position nettement pro-patronale. Les faits sont beaucoup plus convaincants que tout type de propagande.

Devant cette situation, la classe ouvrière doit renforcer ses organisations de lutte, notamment la CGTP(4), que l'on doit forcer à combattre. Le Gouvernement commet un attentat après l'autre contre notre classe; nous devons accumuler des forces pour affronter le Gouvernement. Aujourd'hui l'affrontement des deux secteurs n'apparaît pas encore avec la même clarté qu'il aura bientôt, quand l'offensive du patronat et du Gouvernement se durcira.

A BAS LA POLITIQUE ANTI-OUVRIERE DU GOUVERNEMENT !

VIVE L'UNION COMBATTIVE DE LA CLASSE OUVRIERE !

QUE LA C.G.T.P. GRANDISSE ET COMBATTE !

Journal "Le Prolétaire", Janvier 1969

(4) Confédération Générale des Travailleurs du Pérou, créée par les syndicats de gauche en opposition à la C.T.P., dominée par l'APRA, une organisation de droite.

AFFRONTONS LES TACHES AVEC ORGANISATION ET COMBATTIVITE REVOLUTIONNAIRES

Le Coup d'Etat Militaire et le Mouvement Etudiant

La réalité concrète de misère et d'injustice sociales amène les étudiants péruviens, aujourd'hui plus que jamais, à contester le pouvoir établi et à se poser la question de la résolution des contradictions sociales par un nouveau ordre social qui libérerait le peuple de la faim. Cette consciencialisaton de la part des étudiants s'exprime dans la lutte revendicative, dans la propagande idéologique et dans les tâches d'organisation et politique correspondantes.

Le mouvement étudiant a agit et agit maintenant comme un facteur de pression sur le système dans la mesure où il s'identifie aux luttes ouvrières, des paysans pauvres, et d'autres secteurs exploités, influant ainsi sur les implications politiques de la lutte de classes. Les prises de positions revêtaient un caractère anti-impérialiste, anti-revisioniste, socialiste, et étaient en faveur de la lutte armée. Presque toutes les fédérations étudiantes des universités nationales sont dirigées par la gauche marxiste, les tendances politiques principales étant celles qui reconnaissent la lutte armée révolutionnaire comme l'unique voie pour la prise du pouvoir.

La Bourgeoisie et l'Impérialisme ont tout Intérêt à Détruire le Mouvement Etudiant

De son côté, le gouvernement de Belaunde et le Congrès, de même que les partis politiques, soutiens du pouvoir bourgeois, agissaient contre la gauche universitaire en fonction de leurs intérêts de classe, poussés et appuyés par la pénétration impérialiste dans l'économie et dans l'université elle-même.

D'un autre côté, en ce qui concerne la formation des techniciens, c'est une aspiration de la classe dominante de former des cadres supérieurs apolitiques qui s'intégreraient facilement à la machine exploitatrice du peuple. En conséquence ils cherchaient et cherchent encore à intégrer totalement l'université dans l'appareil administratif de l'Etat. Pour cela il est nécessaire d'éliminer l'autonomie de l'université, la participation étudiante et de faire de la direction de l'université quelque chose de neutre.

L'offensive Réactionnaire

En prenant la défense de l'autonomie qui était attaquée et violée de plusieurs façons et en s'identifiant aux intérêts historiques du peuple, les étudiants font vigoureusement face à la repression violente de l'Etat bourgeois, et au fur et à mesure que s'accroissent sa combattivité et sa liaison au peuple, s'accroît également la contre-offensive réactionnaire.

Les divers secteurs de la bourgeoisie et les consortiums yankees

./.

avaient déjà approuvé à la Chambre des Députés la loi Sanchez, anti-populaire et anti-étudiante, et au moment du coup d'Etat militaire les sénateurs avaient approuvé les premiers articles de ce néfaste projet de loi (comme nous verrons plus loin, les membres de la Junte ont repris le contenu réactionnaire de la dite loi et ils ont l'intention d'en changer simplement la forme). En même temps, ils étaient en train de forger le mécanisme de limitation du mouvement étudiant, dans la période électorale qui arrivait, afin d'arrêter l'influence qu'il pouvait avoir sur l'éducation politique des masses.

L'Arrivée du Coup d'Etat Militaire

Le coup d'Etat trouve la Fédération d'Etudiants du Pérou (FEP) en train de réaliser le Premier Séminaire de Réforme Universitaire à l'Université Nationale d'Ingénieurs (UNI), avec des délégations des universités de Lima et de province.

Les militaires ont surveillé toutes les universités en plaçant un dispositif policier dans celles qui étaient plus près du centre de la ville, et en suspendant les cours pendant une semaine. En apprenant ces faits, les étudiants ont gardé leur sang-froid et se sont prononcés contre le gouvernement bourgeois, qu'il soit civil ou militaire. Comme on s'y attendait, les étudiants membres de l'APRA sont sortis par petits groupes pour protester, mais quelques jours après ils se sont accoutumés à la nouvelle situation, trahis une fois de plus par leur Direction Nationale. D'une manière générale, les étudiants de gauche ont accueilli le putsch avec scepticisme en attendant des événements qui révéleraient d'une façon plus définitive la véritable nature du coup d'Etat militaire.

Sans aucun doute les implications que peut avoir le coup d'Etat au niveau étudiant doivent être appréciées en fonction des attitudes que prend la Junte militaire envers les étudiants, en tenant compte aussi des attitudes envers les professeurs et les autorités universitaires.

La Peur de la Mobilisation Populaire

Dans ce sens, l'attitude de la Junte face à la participation politique des masses populaires, avec lesquelles le mouvement étudiant s'identifie de plus en plus, est essentielle.

La suppression des garanties montre qu'ils ont peur que le peuple sorte dans la rue pour exiger les réformes dont il a vraiment besoin, de ce fait on comprend la décision de la Junte de ne pas tolérer la mobilisation des étudiants.

L'Attitude de la Petite Bourgeoisie

Dans la mesure où les militaires ont le pouvoir et prétendent garantir la tranquillité qui convient si bien à la bourgeoisie et que la petite bourgeoisie apprécie tant, il se produit l'adhésion des professeurs et des autorités universitaires à la Junte sur la base de leurs intérêts personnels, puisque la détérioration et le discrédit dont souffrent les partis politiques traditionnels oblige les militaires à recourir aux techniciens et aux cadres universitaires.

res. Et comme le pouvoir actuel préfère les slogans d'autorité, ordre, patrie, etc., la petite bourgeoisie, soit traditionnelle, soit ex-progressiste (comme Agurto, recteur de la UNI) les a rapidement adoptés dans ses manifestations publiques, en oubliant les uns leur amour de la démocratie représentative, les autres leurs attitudes liriques en faveur de la Révolution.

Mais ce qui compte pour la petite bourgeoisie opportuniste importe peu aux étudiants révolutionnaires. Qu'il soit civil ou militaire, le gouvernement apprend et apprendra que les étudiants liés au peuple et organisés sur la base de principes révolutionnaires ont la force suffisante pour faire respecter leurs revendications.

La Junte Militaire Menace l'Autonomie Universitaire

Nous signalions antérieurement que les intérêts de la bourgeoisie et de l'impérialisme face à l'université restent sur pied, c'est-à-dire: dans le domaine politique, intégrer totalement l'université dans l'appareil de l'Etat en éliminant l'autonomie et la participation étudiantes, afin de domestiquer les étudiants révolutionnaires et progressistes; dans le domaine économique, préparer les techniciens et cadres supérieurs dont le système capitaliste a besoin pour se reproduire; dans le domaine social, séparer les étudiants bourgeois des étudiants d'origine populaire; et dans le domaine culturel, propager les plans et les méthodes d'études yankees, dans l'université et parmi les étudiants.

La loi Sanchez prétendait faire aboutir tous ces objectifs, et ces objectifs se voient repris par la Junte qui en change la forme, mais pas le contenu. En effet, les bourgeois en uniforme annoncent que parmi les réformes administratives à faire, il se trouve l'annulation du sub-secteur public indépendant, dans lequel se trouvent les universités. Cela pourrait impliquer la dépendance directe des universités au Ministère de l'Education; il en est de même des lycées et écoles normales supérieures.

En définitif, il est clair qu'avec le coup d'Etat les structures de la société n'ont pas changé. L'université non plus. En conséquence restent valables les revendications étudiantes, de même que les luttes ouvrières et paysannes.

FACE A L'ACTUELLE SITUATION, NOUS APPELONS LES ORGANISATIONS REVOLUTIONNAIRES A COORDONNER LEUR ACTION ET A METTRE EN PRATIQUE LES TACTIQUES ADEQUATES POUR LA DEFENSE DE L'UNIVERSITE ET POUR LA REVOLUTION PERUVIENNE.

Les tâches sont: ORGANISATION, COMBATTIVITE MILITANTE ET LIAISON AVEC LE PEUPLE. La dénonciation ne suffit plus. On doit serrer les rangs autour des objectifs du mouvement étudiant, en laissant de côté le sectarisme, en s'organisant et en se fortifiant à l'intérieur et à l'extérieur, en les coordonnant entre elles et en exigeant que la FEP assume le rôle qui lui revient.

"El Militante"
Comité Universitario de
VANGUARDIA REVOLUCIONARIA

A N N E X E

Massacre de mineurs

Lima, 6 mars (A.F.P., Reuter).

Une bataille de plusieurs heures a opposé mardi à Mala, ville minière du sud du Pérou, cent cinquante policiers à quatre cents mineurs. Selon certaines informations, ces bagarres auraient fait une vingtaine de morts dont douze femmes.

Dans un communiqué, la Fédération générale des travailleurs du Pérou déclare que les policiers ont tendu une embuscade aux mineurs alors que la marche sur Lima qu'ils projetaient avait été autorisée par les autorités. Plusieurs dirigeants syndicaux auraient été emmenés sous bonne garde à Lima. Les mineurs entendaient protester contre le fait que des arriérés de salaires datant de 1967 ne leur ont toujours pas été versés.

Le ministre de l'intérieur et de la police a démenti la déclaration des mineurs, précisant qu'il y avait bien eu quelques incidents mais "qu'ils n'avaient fait aucune victime".

Extraits de la nouvelle loi universitaire péruvienne donnée par le gouvernement militaire le 18 février 1969.

Art. 2 g) L'exercice de l'activité politique à l'intérieur (de l'Université) est incompatible avec les buts de celle-ci.

Art. 25) L'exercice de l'autonomie reconnue aux universités n'est pas un droit d'extraterritorialité. (1)

Art. 44) (Le Conseil exécutif peut) fermer l'université si se produisent de graves altérations de discipline qui empêchent son fonctionnement normal.

Art 2 f) (Les professeurs seront privés de leurs fonctions s'ils font de l'activisme ou du prosélitisme politique dans l'université

Art 108.) La représentation étudiante à l'Assemblée Universitaire... a pour but de donner sa grande coopération aux tâches de l'université, et elle se conduira selon les dispositions suivantes:

- a) En feront partie seuls les étudiants de chaque programme académique les plus qualifiés par leur rendement académique...
- c) Chaque Direction de Programme publiera la liste unique d'élèves parmi lesquels les étudiants dudit programme, par vote secret et obligatoire, choisiront leurs représentants. La liste unique sera faite en considérant trois (3) élèves de chaque année d'études... qui auront eu les plus hautes moyennes de qualification pendant l'année académique précédente.

Art 109) On perd la condition d'étudiant universitaire dans les cas suivants:

- a) Conduite immorale
- b) Sanction judiciaire qu'entraîne la peine privative de la liberté.
- c) Acte grave d'indiscipline.
- d) Faire n'importe quel type ou forme d'activisme ou prosélitisme politique à l'intérieur de l'université.

(1) C'est à dire, la police pourra entrer librement dans les locaux de l'université quand elle le voudra.

Art. 110) Les étudiants pourront organiser des associations à buts éducatifs, culturels, sociaux, sportifs, ou similaires, comme moyen de resserrer les liens entre les élèves et d'affirmer leurs sentiments institutionnels, en collaborant avec les autorités et les professeurs pour les progrès croissant de l'université.

Les associations d'étudiants qui accomplissent d'autres buts que ceux-ci, ne seront pas reconnues par l'université.

Les associations d'étudiants mettront à disposition du Rectorat leur "reglement" respectif.

Art. 132) (Le Fond National de l'Université Peruvienne aura comme tâche de):

e) Promouvoir la coopération des capitaux privés en faveur de l'université.

Art. 149) En vertu des changements structuraux des universités établis par la présente loi, les autorités des universités, cessent de fonctionner, sauf les Recteurs, Vice-Recteur ou Pro-Recteur, qui sont chargés de la réorganisation.

Pour les mêmes motifs, les organisations étudiantes universitaires existantes se reorganiseront selon l'actuelle loi.